



***Action pour un Développement Equitable Intégré et Durable***

Rue statistique, maison 54 ; BP 1354 Bafoussam - CAMEROUN

Tel/fax : +(237) 344 58 82

E-mail : [info@adeid.org](mailto:info@adeid.org) ou [adeid@adeid.org](mailto:adeid@adeid.org)

Site Web : [www.adeid.org](http://www.adeid.org)

---

---

**RAPPORT ANNUEL 2005**

**Décembre 2005**

## **SOMMAIRE**

***PRESENTATION DE L'ADEID***

***SECRETARIAT EXECUTIF***

***PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE  
DES RESSOURCES NATURELLES***

***PROGRAMME D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT  
MUNICIPAL (PADDMU***

***PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF (PDRP)***

***PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET  
COOPERATION ACP/UE***

***PROGRAMME EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES***

## **PRESENTATION DE L'ADEID**

### **INTRODUCTION**

L'ADEID est une Association qui travaille comme Organisme d'Appui (OA) depuis 1990. Son objectif étant l'épanouissement de l'Etat, l'ADEID a conçu un certain nombre de programmes et de projets afin d'atteindre son objectif et contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Sa stratégie était essentiellement basée sur la démarche participative et la cohérence de son action avec les stratégies sectorielles de l'Etat. Aussi s'est-elle employée à associer les populations bénéficiaires à toutes les étapes de ses actions, notamment de la conception de l'idée de projet à l'évaluation en passant par l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet. La participation des bénéficiaires en nature et en numéraire était un principe fondamental.

L'analyse du genre et des impacts environnementaux est venue chaque fois éclairer le processus d'élaboration et d'exécution des projets.

Le partenariat avec l'Etat a toujours été recherché et plusieurs de nos activités obéissaient aux objectifs de développement du Gouvernement. L'Autorité administrative au mieux informée de nos activités et la collaboration avec les collectivités locales décentralisées ainsi qu'avec les chefferies n'a pas été de reste.

Par exemple, plusieurs de nos actions à l'instar des foires promotionnelles et des séminaires ateliers ont été régulièrement ouverts et clôturés par Monsieur le Gouverneur ou son représentant, Monsieur le Préfet ou son représentant, Monsieur le Sous-préfet ou son représentant ou encore un Délégué Provincial.

De 1998 jusqu'à nos jours, l'ADEID a mené un certain nombre de projets avec plusieurs type de partenaires. En tant que O.P l'ADEID a offert ses services à des partenaires nationaux et internationaux, ce qui lui a permis d'atteindre ses objectifs. Par exemple dans le cadre de la professionnalisation de l'Agriculture et du développement des filières, l'ADEID s'est appuyé sur les projets FIMAC et ASPPA du Ministère de l'Agriculture.

Aujourd'hui encore elle a offert bénévolement son expertise au MINEPAT pour l'élaboration du programme National de Développement Participatif (PNDP), dont le but est d'appuyer le processus progressif de décentralisation ainsi que d'apporter un appui au développement des Communes et des Communautés. L'ADEID entend s'y appuyer pour développer ses propres programmes.

Les résultats obtenus sont multiples. Au niveau rural, plusieurs GICs et Associations de développement ont été mis en place et suivi. Plusieurs ont élaboré et exécuté des projets avec notre appui. Par exemple 15 projets ont reçu le financement du FIMAC et plusieurs GICs ont reçu les financements des Ambassades de la place .Au niveau de la protection de l'Environnement et de l'agriculture durable, des bandes anti-érosives et des légumineuses ont été introduites selon une démarche participative et la protection de la forêt et de la biodiversité en général ont reçu des échos favorables tant au niveau des autorités que des populations.

L'impact de plusieurs activités sont visibles notamment les rendements agricoles sur les terrains de pentes protégés avec les bandes ainsi que l'expansion de l'Apiculture sur le plan national.

L'accès difficile aux ressources ainsi les difficultés pour travers les moyens pour le renforcement des capacités des membres de l'équipe notamment à travers des stages à l'étranger ont été les principaux obstacles à la pérennité de la structure. Toutefois nous tenons à mentionner l'appui en Assistants Techniques de l'AFVP, de SCD de France et de EED d'Allemagne.

Le renforcement du partenariat avec l'Etat nous semble actuellement la seule issue pour la durabilité de nos actions et la cohérence avec les stratégies sectorielles et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) récemment approuvé. Il est aussi désormais impérieux d'adopter le statut d'ONG et de se conformer à la loi de 1999 y afférente.

## **INSTITUTION**

### **1- STATUT JURIDIQUE**

L'Action pour un Développement Equitable, Intégré et Durable (ADEID) est une Association de droit camerounais créée depuis 1990. Son siège est à Bafoussam, troisième ville de la République du Cameroun. L'ADEID est régie par la loi camerounaise N°20/053/du 19 décembre 90 portant sur la liberté d'Association.

En date du 18 juillet 2003, conformément à la loi n°99/014/ du 29 septembre 1999 les membres de l'ADEID, réunis en assemblée générale extraordinaire décident de la transformation de l'ADEID en ONG du même nom.

En abrégé ADEID.

L'ADEID est membre du Regroupement des ONG et Associations de Développement de la Province de l'Ouest (ROAD). Elle est aussi membre du Réseau des Foresteries Communautaires du Cameroun (RFC) et de plusieurs réseaux internationaux..

### **2- MISSION**

Sans appartenance politique ni confessionnelle, l'ADEID est une Association Sans But Lucratif (ASBL).

Sa mission est de promouvoir un développement équitable, intégré et durable.

L'organisation a pour but de promouvoir l'épanouissement intégral de l'homme sur toutes ses dimensions, par l'amélioration constante de ses propres connaissances à travers des activités saines dans un environnement sain, en vue d'un développement harmonieux des communautés et des communes.

L'ADEID utilise une démarche participative avec comme objectif de permettre aux bénéficiaires de s'auto - promouvoir.

Elle propose diverses formes d'assistances d'encadrement technique, d'étude ou d'évaluation des projets, et de recherche des financements

### **3 - STRUCTURE**

**31- Assemblée Générale** est l'organe de délibération de l'ADEID. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Président Conseil d'Administration ou à la demande des 2/3 des membres. En cas de besoin urgent, elle se réunit en session extraordinaire sur l'initiative du Conseil d'Administration. Elle compte au total 12 membres. Elle est présidée par le Président en exercice ou par un Vice-Président Délégué.

**32- Le Conseil d'Administration** est l'organe de décision de l'ADEID. Il se réunit deux fois par an et chaque fois que le Président ou le Bureau le juge utile. Les membres, 09 au total sont élus à l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de 3 ans. Il veille à la bonne marche des activités et sur l'utilisation des fonds de l'ADEID. Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont gratuites. Il élit parmi ses membres un Bureau comprenant un Président, deux Vices-Présidents, un Secrétaire, un Secrétaire-Adjoint, un Trésorier, un Commissaire aux Comptes et deux Conseillers.

**33- Le Bureau Exécutif** est l'organe d'exécution de l'ADEID. Il se réunit une fois par mois sur demande du Secrétaire Exécutif. Il est composé d'un Secrétaire-Exécutif, d'un coordonnateur Administratif, d'un Comptable financier, d'un secrétaire caissier et des Techniciens-Formateurs. Le Secrétaire Exécutif est délégué par le Conseil d'Administration. Les autres membres sont recrutés par le Secrétaire Exécutif. Le Secrétaire Exécutif applique et fait appliquer les décisions du Conseil d'Administration ainsi que le règlement de l'association.

### **34- Le Comité Feed Back**

Le comité feed-back est formé des partenaires bénéficiaires des activités de l'ADEID. Il fait des propositions et recommandations au Bureau Exécutif.

Formé de ceux-là mêmes qui bénéficient des activités de l'ADEID, le Comité Feed- back participe ainsi à tous les niveaux de décisions. Les membres coopèrent dans l'élaboration des programmes, des projets, dans l'amélioration des services d'appui, d'information et autres..

**35- Les programmes** sont élaborés sous la responsabilité du Bureau Exécutif qui rend compte au Conseil d'Administration.

## **4- OBJECTIFS**

- L'organisation entend :

- lutter contre la pauvreté,
- promouvoir un développement participatif durable des communautés et des communes,
- renforcer les capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des chefferies traditionnelles en vue d'une meilleure implication dans la protection du patrimoine culturel et de l'éco – tourisme,
- conserver l'environnement et la biodiversité,
- promouvoir la citoyenneté
- promouvoir la gestion alternative des conflits et la justice traditionnelle.

## **5- METHODES D'ACTION**

La méthode d'action s'appuie sur une démarche participative qui intègre parfaitement tous les acteurs à chaque étape du processus. Il s'agit par conséquent d'une démarche de recherche - action qui part de l'analyse d'une situation et qui évolue au fur et à mesure sous l'éclairage des résultats obtenus, avec pour boussole la culture locale.

## **6- PROCEDURES**

\* Formaliser l'activité dans un document – projet.

### **61- Action demandée par un partenaire**

- Etablir un contrat de partenariat sous forme d'un cahier de charges
- L'informer des principes et des conditions de collaboration
- Négocier en fonction des principes du partenaire
- Vérifier la conformité des besoins exprimés par rapport aux besoins réels.
- Mener une réflexion avec le partenaire à partir d'une animation

### **62- Action initiée par ADEID**

- Mener au préalable une réflexion en équipe (discuter sur les termes de références).
- Identifier les besoins à partir des rencontres avec les partenaires et les bénéficiaires
- Mettre en place des actions pilotes
- Préparer l'action en perspective
- Travailler avec les responsables sectorielles et les autorités.

### **63- Action demandée par un groupe bénéficiaire**

- Valider la conformité de la demande aux besoins réels du groupe,
- Etude du projet et identification des contraintes (si possible étude de faisabilité),
- Elaborer un plan d'action avec le groupe,
- Signer avec le groupe un protocole d'accord en terme de cahier de charges.

### **7- LES VOLONTAIRES ADEID**

Sur le terrain, l'ADEID a été représentée ces dernières années par une vingtaine de professionnels du développement. Ils travaillent comme volontaires agréés, soit avec un contrat avec ADEID, soit par un engagement particulier pour un projet.

L'ADEID réclame aux professionnels auxquels il fait appel une solide formation et une expérience professionnelle.

La plupart sont des universitaires, d'autres sont des techniciens aguerris.

Ils marquent à priori leur solidarité avec la population, leur engagement est délibérément orienté vers les populations démunies.

Les objectifs et les moyens peuvent éventuellement être redéfinis

Une évaluation du travail est faite, et ce pour améliorer la qualité des services rendus.

# SECRETARIAT EXECUTIF

L'année 2005 a été une année charnière pour l'ADEID. L'action du secrétaire exécutif s'est centrée autour de la coordination des différents programmes. A ses côtés deux conseillers techniques allemands, Frank Kammer et Stefan Rostock ont apporté un appui déterminant dans l'orientation générale de la maison. A côté de ses activités traditionnelles le SE a effectué des voyages hors du pays et a participé à plusieurs ateliers ; il a enfin effectué une prestation avec l'IEPF à Madagascar dans le cadre des énergies renouvelables.

## - Coordination des programmes

### • **Environnement et biodiversité / projet Nlonako**

Le projet Nlonako constitue le pilier de l'action de l'ADEID pour ce qui est de la biodiversité. En partenariat avec l'IUCN et le CBP plusieurs actions ont été initiées. Le SE est descendu plusieurs fois évaluer l'avancement du projet et discuter avec les bénéficiaires et les autorités locaux. Un rapport final a été rédigé et envoyé au partenaire.

### • **Développement rural**

Les actions de développement rural se sont essentiellement mises en œuvre dans le littoral et l'Ouest. Le travail avec les GIC du Moungo et les organisations paysannes de l'Ouest ont été les points forts du suivi exercé par le SE.

### • **Eau et énergies renouvelables**

Plusieurs projets ont été montés et une initiative sur l'eau a vu le jour. Le SE s'est particulièrement impliqué dans le lancement de l'initiative sur l'eau et a travaillé intensément sur les propositions de projets. Des partenaires comme EED ont été sollicités ainsi que l'Ambassade d'Allemagne.

S'agissant de l'initiative sur l'eau un atelier avec toutes les parties prenantes de la vie sociale et économique de Bafoussam a donné naissance à l'Alliance pour la Maîtrise de l'Eau (AME). Le but de l'alliance est de promouvoir la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies sur l'eau pour un accès à l'eau potable pour tous.

### • **Société civile et ACP (Jeudi de Cotonou, Pro-Osc)**

Les « Jeudis de Cotonou » ont vu le jour en 2004 sur l'initiative de l'ADEID. Au cours de l'année 2005, le SE a participé à plusieurs séances dans les locaux du COSADER à Yaoundé. Plusieurs activités avec Pro-OSC ont été mises en place notamment la bibliothèque, les émissions radios et le renforcement des capacités des acteurs de la société civile. Le SE a pris une part importante dans ces activités.

### • **Projet USA**

Le projet de formation des assesseurs de l'Ouest a été mené avec beaucoup de bonheur malgré des tracasseries administratives. Le SE a personnellement suivi ce projet qui était conduit par un consultant Externe, Me Kamté Siméon. La Délégation Provinciale de la Promotion de la Femme et de la famille a été un partenaire viable. Comme résultats, nous avons à ce jour au moins trois femmes nommées au poste d'assesseur principal, alors que le nombre avant la formation était de Zéro.

### • **Forum social Régional/ Forum social National/Journée annuelle de la société civile**

Evènement de haute mobilisation des acteurs de la société civile à l'Ouest, le premier Forum social jamais organisé par la société civile au Cameroun a connu un succès sans précédent. La richesse des thèmes débattus, des ateliers et la diversité des représentants de la base a été particulièrement impressionnante. Cet évènement, piloté par le SE a connu la participation de plus de 250 participants représentant les communes, les ONG, les religieux, les universitaires, les paysans etc.

## - Participation aux conférences

### • **Energie-cités Clermont Ferrand France**

La participation à la conférence annuelle de Energie-cités en France a été l'occasion de rencontrer plusieurs partenaires municipaux. Des possibilités de coopérations ont été émises mais les entretiens avec ces potentiels partenaires continuent. Cette conférence nous a aidé à mieux cerner la collaboration avec les municipalités dans le cadre de la gestion décentralisée de l'énergie.

- **Négociations ACP-UE Yaoundé et Douala**

Dans le cadre des négociations sur les APE avec l'UE, l'ADEID a été invité à participer aux rencontres de négociations entre la CEMAC/CEEAC et la commission Européenne à Douala et à Yaoundé. Cela a été l'occasion de réaffirmer la position de la société civile de l'Afrique centrale et de relever les appréhensions quant à l'incidence des APE sur la stratégie nationale de la lutte contre la pauvreté, s'ils étaient appliqués sur la forme actuelle.

- **Réunion préparatoire OMC à Yaoundé**

En prélude à la participation du Cameroun et de la CEMAC à la conférence de l'OMC à HongKong, l'ADEID a été invité à participer à l'atelier de préparation de la position cde la CEMAC. C'était une grande première, les pays de la sous- région étant habitués à aller en rangs dispersés. L'ADEID a fait une bonne participation et a insisté sur l'importance de la prise en compte de la protection des connaissances traditionnelles dans les négociations.

- **Participation à l'évaluation des OMD au siège de la Banque Mondiale à Yaoundé**

Les Nations unies ont organisées cette année le suivi-évaluation des OMD et l'ADEID s'est impliqué à travers le SE. Outre l'élaboration d'une proposition de projet sur les réalisations de la société civile quant aux OMD, l'ADEID a participé à la vidéo conférence en direct avec New York et le reste du monde. Le Cameroun a particulièrement accentué ses propos sur l'éducation.

- **Négociations avec des partenaires**

Au cours de l'année l'ADEID a échangé avec plusieurs partenaires :

- RMERS de France sur la citoyenneté ; Practical en Hollande sur l'eau ; Plan international sur la citoyenneté et le VIH/SIDA ; le Haut Commissariat du Canada sur la citoyenneté ; PNDP sur la décentralisation et le développement municipal ; CUD sur le projet de Carbone ; CUB sur les projet sur l'eau et les balayures ; SNV sur le renforcement des capacités de l'ADEID et sur la décentralisation, Pro-OSC pour l'appui à la société civile, EED pour le projet pico-hydro, LLSI MIDI PYRENNEES pour le projet avec la commune de Bamendjou, etc.

- Réponse appel d'offre sur la facilité sur l'eau de l'UE

Le dossier de l'ADEID n'a pas été bouclé et nous espérons à travers l'AME relancer le projet en 2006. Nous avons travaillé avec des partenaires d'Allemagne, de Hollande, du Togo, du Sénégal et de Centrafrique.

- **Formation des experts malgaches**

- En partenariat avec l'IEPF, l'ANGAP et le Ministère de l'Energie de Madagascar, l'ADEID a organisé un atelier-chantier-école sur l'élaboration et l'installation d'une micro centrale hydro électrique. La formation a connue la participation d'une quinzaine d'experts qui ont tous bénéficié du savoir faire des formateurs camerounais. La formation a duré 30 jours.

## **Gestion administrative et financière**

### **- Gestion administrative**

En conformité avec la politique générale de gestion des ressources humaines de la maison, le SE à sur le plan des ressources humaines veiller à l'émulation, à la disponibilité et à l'implication optimale du personnel dans le travail à travers les différents programmes.

### **- Gestion financière**

Elle a été réalisée selon les principes comptables et financiers généralement admis par l'OHADA. Le SE à veiller personnellement pour que les indications nécessaires pour la tenue des différents pièces et documents comptables (cahier de caisses, fiche de suivi de caisse physique, relevé bancaire, souche de chèques émis, avis de débit et crédit, ...) soient respectées.

### **Contrôle et Suivi budgétaire:**

Il a été fait en permanence par rapport aux prévisions budgétaires fixées en début d'année pour suivre les dépenses par rubrique budgétaires pour mieux appréhender nos budget et nos dépenses

futures. Un suivi rigoureux nous a permis de visualiser les dépenses engagées par rapport aux différents budgets prévisionnels.

#### **Contrôle de caisse et banque**

Le SE a veillé à ce que la caisse soit tenue par une seule personne afin que toutes les mouvements de caisse soient notés et numérotés dans le cahier dans l'ordre chronologique et le jour même de l'opération. Des contrôles inopinés de caisse ont été faits et les fiches de suivi de caisse physique établies afin de faire un rapprochement avec le cahier de caisse.

Une grande vigilance a été accordée aux opérations de banque pour éviter une petite erreur éventuelle qui pourrait avoir de lourdes conséquences.

#### **Contrôle de gestion**

Au cours de l'année plusieurs contrôles de gestion ont été menés sur le plan interne notamment le suivi budgétaire, la tenue des opérations de caisse, de banque avec les différents rapprochements bancaires y afférents. Un **audit des comptes** a été réalisé par un auditeur externe sur la demande du SE avec l'appui financier de l'Ambassade des USA à Yaoundé.

Le Secrétaire Exécutif

Michel TAKAM

# PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

## **Introduction**

Le programme Biodiversité s'est investi en 2005 dans la zone du Nlonako. L'objectif était de protéger la biodiversité du massif forestier du Nlonako et de lutter contre la pauvreté. Le travail a connu une grande participation des femmes. En effet, depuis quelques années l'ADEID œuvre pour la conservation de la forêt tropicale humide du Mont Nlonako. Pour cela plusieurs types d'actions ont été menées afin de permettre à la population de s'approprier les objectifs de conservation tout en maintenant son niveau de vie ou en l'améliorant.

## **Principales réalisations**

I - Les actions de conservation ont portées sur :

- La protection de la flore dans toute sa diversité
- La protection de la faune dont les éléphants de forêts d'Afrique
- La protection des oiseaux dont le Mont Nlonako, reconnu comme site ZICO abrite plus de 150 espèces déjà identifiées.
- La protection des grenouilles goliathes et des crocodiles nains ainsi que des différents reptiles vivant dans la région, s'il est aujourd'hui reconnue que la région du Nlonako serait l'une des plus densément peuplé en terme de reptiles et de batraciens.

Les activités entreprises pour arriver à cette fin sont nombreuses. Nous pouvons citer :

- La sensibilisation sur la nécessité de conserver la biodiversité
- La promotion de la reforestation à travers des espèces tel le MOABI
- La promotion des produits forestiers non ligneux (PFNL) tel le raphia et autres
- La mise en place des comités de vigilance
- Le renforcement des capacités des bénéficiaires et des leaders
- Le développement des forêts communautaires.
- L'organisation des séminaires ateliers sur la protection des éléphants, la gestion alternative des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et sur l'organisation de la filière des produits forestiers non ligneux .

II – Les activités génératrices de revenus

Afin d'aider les populations à développer des alternatives d'activités génératrices de revenus, nous avons entrepris des actions suivantes :

- L'apiculture avec la formation des population et la mise à leur disposition des ruches avec au total plus de 100 ruches. L'effet multiplicateur est très bien perceptible avec la création de plusieurs ruchers au tour du site du projet. La production totale autour de Nkongsamba dépasse les 2500 litres contre 200 litres environ avant le début du projet.
- L'élevage de Porcs, de cobayes, de chèvres et de volailles notamment avec les femmes ce qui permet la substitution des viandes de brousse et aide à la réduction du braconnage en même temps que cela permet d'améliorer la qualité de nutrition des familles ;
- La culture et l'exploitation commerciale des PFNL, notamment avec les femmes qui ont au cours des trois dernières années réalisées des recettes de l'ordre de 1 000 000 Fcfa par an.
- La transformation des produits agricoles avec les moulins à graines et l'extracteur de l'huile de palme.

Ces actions ont été réalisées en grande partie avec le financement de NC-IUCN. Depuis trois ans, une phase est financée par NC-IUCN ; la programmation actuelle a pour but de parachever cette phase et un plan de Quatre mois portant essentiellement sur des actions complémentaires a été élaboré et mis en œuvre. Ces actions à entreprendre pendant ces quatre derniers mois ont porté essentiellement sur la lutte contre la pauvreté, toutefois avec comme but la conservation de la biodiversité. L'aspect genre a été mis en évidence tout au long de cette phase qui a été convenu de commun accord entre ADEID et

NC-UICN afin de parachever les actions non complétées pendant la réalisation du projet. Le travail en réseau avec l'ensemble des groupes a été privilégié durant cette phase.

En 2005 l'intensification de la production du poivre blanc avec 3000 nouveaux plants, l'intensification de la pratique de l'Apiculture avec plus de 200 ruches fonctionnelles, La mise en place de plus de 5ha de palmeraies par les populations du Nlolanako, la présence de plus de 500 volailles dans les 04 villages du projet ont constitué l'aspect de lutte contre la pauvreté.

Pour ce qui est des actions de conservation, nous avons enregistré le bon travail des comités de vigilance et la définition des indicateurs de suivi participatif de la gestion des ressources naturelles.

### **Leçons tirées**

Nous avons été très ambitieux pour ce qui est des objectifs à atteindre et le temps nous a emmené à être plus humbles. Nous avons aussi compris que les indicateurs de suivi pouvaient bien venir des populations qui sommes toutes restent préoccupées par les menaces qui pèsent sur leur forêt.

### **Impact et effet multiplicateur**

La commercialisation des PFNL par les femmes a permis à beaucoup d'entre elles de résoudre les problèmes de santé et de scolarité des enfants ;

Plus de 50 personnes ont adoptées la pratique de l'apiculture dans la région.

### **Projection pour 2006**

Le développement des indicateurs de suivi va constituer un aspect important. Les autres activités programmées sont :

- Le montage des projets de lutte contre la pauvreté à trois villages et la demande de subventions au PNUD
- La légalisation des entités villageoises
- L'organisation d'une rencontre avec les populations, les communes, l'administration et les services techniques de la forêt et de la faune.

# PROGRAMME D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (PADDMU)

## INTRODUCTION

L'ONG ADEID, pour mener à bien ses activités s'est organisée en plusieurs programmes dont le PADDMU, programme d'appui à la décentralisation et au développement municipal.

Ce rapport présente le bilan des activités du programme sus - cité au cours de l'exercice 2005-2006, ainsi que l'intervention de son staff au sein des autres axes de développement de l'ADEID.

Le présent document s'articule autour des points suivants :

- 1- Présentation du PADDMU,
- 2- Résultats des activités pour l'exercice 2005-2006,
- 3- Difficultés rencontrées,
- 4- Programmation des activités pour l'exercice 2006-2007,
- 5- Suggestions.

### I) Présentation du PADDMU

Le PADDMU est l'un des multiples programmes fonctionnant au sein de l'ADEID. Il est resté longtemps en veilleuse jusqu'à son redémarrage au cours de l'année 2005.

En effet, la réforme institutionnelle qui progressivement se met en place doit inévitablement aboutir à la régionalisation, qui rendra les élus locaux de plus en plus autonomes car les services étatiques vont se désengager de leur politiques de développement local. Dès lors, les collectivités territoriales décentralisées auront à assurer des responsabilités de plus en plus importantes dans la prise de décision, la gestion des comptes communaux et la promotion d'un développement endogène qui intégrera la participation de toute la population en partenariat avec la société civile et autres partenaires de développement.

Au regard de ce qui précède, le PADDMU voudrait se déployer sur cinq axes principaux sous forme de prestations de service. Il s'agit de :

- 1) Renforcement des capacités des élus locaux à la bonne gestion, la mise en place des programmes de développement prenant en compte les besoins réels des populations à la base ;
- 2) Appui au montage des projets communautaires et communaux ;
- 3) Appui à la création d'une synergie entre les communes et les communautés à travers le développement des notions de citoyenneté et de bonne gouvernance ;
- 4) Appui à la mise sur pied d'une coopération décentralisée ; appui à la création d'une synergie avec la recherche dans son aspect «développement».

## II) Résultats des activités menées au cours de l'exercice 2005-2006

Au cours de l'exercice 2005-2006, le PADDMU, en raison de la période de passage à vide qu'il a connue ne s'est pas déployé sur tous ses axes. Toutefois, en dehors des axes touchés, le staff du PADDMU a pris part à toutes les autres activités programmées par d'autres programmes d'ADEID.

Le tableau ci-dessous en présente les résultats :

AXES	ACTIVITES REALISEES	RESULTATS OBTENUS
Appui au montage des projets communautaires et communaux	- élaboration des requêtes de financement au profit de la commune de kouoptamo dans le cadre du PNDP	03 requêtes réalisées
	- prise part à l'atelier de formation des OAL en planification locale et communale	02 cadres formés
	- prise part à l'atelier de formation sur le suivi évaluation participatif par PRO OSC	03 cadres formés
	- descente dans les communes de SANTCHOU et LAFE- BALENG dans le cadre de la réponse à l'appel d'offre du PNDP	02 communes ont été visitées
	- projet d'accompagnement des communes de FOKOUE et de DSCGANG urbain dans l'élaboration de leurs PDC	02 projets montés
	- initiation d'un projet de création des espaces vert et des latrines publiques dans la ville de DSCHANG avec la mairie urbaine.	- en cours de finalisation
Renforcement des capacités du staff	- prise part à l'atelier de formation sur l'élaboration des micro projets entre les communes et les OSC par le PACDDU	01 cadre formé
	- facilitation d'un atelier de restitution sur les PDL PDC selon l'approche du PNDP	02 cadres formés
	- prise part à l'atelier de formation sur le counselling pré et post dépistage VIH SIDA par CARE INTERNATIONAL	01 cadre formé
	- prise part à un atelier de formation sur la décentralisation et la démocratie Majecib	01 cadre formé
	- prise part à un atelier de formation sur le développement organisationnel par la SNV Bamenda	03 cadres formés
	- pris part à un atelier de validation du diagnostic de la ville de Dschang par ONU HABITAT et le programme de gouvernance	01 cadre a participé
	-	
Renforcement des capacités des élus.	Prise part à l'atelier de formation sur le développement économique local	01 cadre formé

	(DEL)	
autres axes développés par l'ADEID	- prise part aux ateliers de préparation des actes de renforcement des capacités du personnel ADEID par la SNV	tout le staff
	- réponses aux diverses manifestations d'intérêts du PNDP et aux appels d'offre pour l'appui aux communautés et communes.	02 réponses d'appel d'offre
	- consultations des communes de TONGA, FOUMBAN, DSCHANG urbain, Bafoussam rurale, Bamedjou dans le cadre des O D M (objectifs du millénaire pour le développement) pour le compte de la SNV	05 communes consultées
	- projet sur la gestion des conflits	01 projet monté
	- accompagnement de l'équipe de la SNV dans les communes et les associations pour l'offre de renforcement de capacités	02 communes et 02 associations
	- facilitation à la formation sur l'inventaire et la collecte des plantes médicinales à BATOUFAM et BAMENDJIDA	02 villages
	- contribution à la mise sur pieds de l'ALLIANCE pour la MAITRISE de l'eau	- 03 réunions organisées - 01 charte élaborée et adoptée

### III) Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées par le PADDMU sont imputables à l'insuffisante description du contenu du programme ainsi que les stratégies de sa mise en œuvre. Certaines difficultés parviennent aussi bien de l'instabilité que de l'insuffisance de matériel de travail.

### IV) Programmation des activités pour l'exercice 2006-2007

Au cours de l'exercice 2006-2007, le PADDMU s'efforcera à définir convenablement le contenu de ses actions et s'emploiera à les implémenter.

### V) Suggestions

L'avenir et le succès du PADDMU au sein de l'ADEID passeront obligatoirement par des concertations permanentes de son staff et la franche collaboration avec le sommet stratégique.

Le Responsable NOUTONG G.T.

# PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF (PDRP)

## INTRODUCTION

Le Cameroun comme la plus part des pays africains fait face à une profonde récession économique dont la conséquence manifeste est la détérioration des conditions de vie socio – économique des populations tant en milieu urbain que rural. Les populations prises dans ce cercle vicieux de pauvreté sont contraintes non seulement de faire à leurs besoins immédiats (besoins physiologiques) mais aussi, de faire face aux problèmes de développement.

Le développement n'est pas toujours facile et c'est pourquoi les populations doivent s'organiser en communautés pour tirer le maximum des potentialités qui existent dans le milieu avec des moyens techniques les plus appropriés pour satisfaire de façon équitable et durable les besoins de tous dans une perspective de transformation et d'ouverture à l'extérieur.

Dans ce processus de développement, l'Etat qui hier était personne à tout faire n'a plus assez de moyen et se désengage de plus en plus. C'est ainsi que plusieurs ONG naissent pour pallier à se désengagement de l'Etat.

Afin d'apporter une contribution à ces problèmes, l'ADEID (action pour un développement équitable intégré et durable) qui a vu le jour en 1990, a mis en place six programmes :

- a. Le programme de développement rural
- b. - Le programme de développement urbain
- c. Le programme environnement et biodiversité
- d. Le programme eaux et énergies renouvelables
- e. Le programme de coopération et d'appui à la société civile
- f. Le programme d'appui à la décentralisation et au développement municipal.

Au regard de tous ces programmes, notre attention sera focalisée autour du programme de développement rural. Le présent rapport annuel retrace l'ensemble des activités menées au cours de la campagne 2005. Dans les lignent qui suivent, notre rapport sera articulé autour des points suivants :

- I- Présentation du programme de développement rural participatif
- II- Objectifs
- III- Volets du programme
- IV- Activités
- V- Difficultés
- VI- Conclusion générale
- VII- Programmation des activités pour l'année 2006

## I- PRESENTATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF (PDRP)

Le programme de développement rural Participatif (PDRP), conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain dans à travers un développement local participatif durable qu prend en compte la gestion rationnelle des ressources naturelles (sol, végétation, eau) disponibles ainsi que sa culture.

### II- OBJECTIFS

- Attirer l'attention des populations locales sur les multiples richesses naturelles existantes et leur utilisation pour pérenniser leur existence,
- Assurer un développement local durable.

### III- VOLETS DU PROGRAMME

Le programme regroupe en son sein trois volets 03 qui sont :

- Volet protection et conservation de l'environnement
- Volet apiculture
- Volet développement institutionnel des organisations rurales

#### III -1- Volet protection et conservation de l'environnement

##### Objectif global

- Réduire de manière significative la destruction et la dégradation des sols et des forêts à court, moyen et long terme.

##### Objectifs spécifiques

- Développer une agriculture durable
- Sensibiliser les populations sur une manière durable de l'exploitation des ressources naturelles.
- Préserver les forêts existantes
- Augmenter les rendements agricoles des petites parcelles de production par des activités d'agroforesterie

#### III-2- Volet apiculture

##### Objectif global

- Vulgariser la technique moderne d'apiculture et multiplier les sources de revenus des populations

##### Objectifs spécifiques

- Faire adopter les ruches modernes pour produire plus
- Vulgariser l'apiculture écologique à tous les agriculteurs et autres jeunes
- Rendre autonome l'association des apiculteurs

#### III-3- Volet développement institutionnel des organisations rurales

##### Objectif global

- Développer les activités des organisations rurales

-

##### Objectifs spécifiques

- Accompagner les femmes et les producteurs à la mise sur pied des groupes et union de groupe par filière de production
- Accompagner les groupes et union de groupe vers la professionnalisation dans leurs secteurs d'activités.

### IV- ACTIVITES

Les activités ainsi que les résultats obtenus en 2005 sont consignés dans le tableau ci-après.

VOLETS	ACTIVITES		RESULTATS OBTENUS
	PREVUES	REALISEES	
1- Protection et conservation de l'environnement	-Développement de la pratique de l'agroforesterie	- Création d'un germeoir de semence Allium Tuberosium et Moringa Oliefera -	-Mise en place d'une pépinière a Bamougoum - Mise en place des légumineuses, des raphias à penka Michel et Baloum

	- Vulgarisation des techniques antiérosives	- Identification des sites dans les localités de Bamougoum - installation des bandes antiérosives	03 sites identifiés a Bamougoum - 03 bandes antiérosives ont été mise en place à Baloum
	-Sensibilisation des OR sur l'utilisation des pesticides naturels	- Identification des pesticides naturels	- 06 pesticides naturels sont identifiés et utilisés en agriculture
	2- Apiculture	- Accompagnement a la mise en œuvre des micro projets apicoles	- Appui / conseil aux groupes d'apiculteurs - organisation des sessions de formation en vue de renforcer les capacités des organisations d'apiculteurs
	- Appui à l'application de la loi sur les COOP- GIC	- acheminement des dossiers des GIC apicoles au COOP -GIC	- 25 dossiers sont formalisés au COOP / GIC Ouest
3- Développement institutionnel des organisations rurales	-Appui des organisations rurales	- Accompagnement et suivi des groupes a la base - Rédaction des micro projets économiquement rentable des OR	- 60 organisations rurales sont accompagnées et suivies sur le terrain
	- Développement des filières de production	Appui à la production et à la commercialisation de la filière pomme de terre, mais et apicoles	-12 groupes sont appuyés dans la filière pomme de terre - 15 groupes sont appuyés dans la filière mais - 35 groupes dans la filière apicole
	Renforcement des capacités managériales et institutionnelles des GIC	- organisation des formations en technique de tenue des documents de gestion et comptables	- 12 organisations rurales sont formées

## V- DIFFICULTES

Au regard des activités menées au cours de la campagne 2005, les principales difficultés rencontrées restent le peu de diversification de partenaires financiers et la faiblesse des moyens financiers pour la conduite de toutes les activités du programme.

## **VI- CONCLUSION GENERALE**

Après ce parcours d'horizon sur l'ensemble des activités menées en 2005, nous relevons :

- Le peu de diversification de partenaire financier
- La faiblesse des moyens financiers du programme

Malgré les insuffisances, nous avons observé des points saillants :

- L'élaboration des requêtes de financement dans le cadre du PNDP
- L'accompagnement des groupes d'apiculteurs vers la professionnalisation
- La préparation des axes de renforcement des capacités du personnel ADEID dans le cadre d'un partenariat avec la SNV
- L'accompagnement des organisations rurales dans la mise en œuvre des microprojets générateurs de revenus.

## **VII- PROGRAMMATION DES ACTIVITES POUR 2006**

En ce qui concerne l'année 2006, il s'agira pour nous de mettre un accent particulier sur :

- L'initiation des groupes à la base à la recherche du financement
- La création des ruchers écoles dans d'autres localités de la province
- La création d'un centre de production des rejets de bananier plantain,
- L'appui /conseil des organisations des apiculteurs vers une professionnalisation,
- L'accompagnement des groupes ou des communautés dans la mise en œuvre de leur micro projet générateur de revenu ceci dans le cadre du sous- programme de réduction de la pauvreté des groupes à la base.

Le Coordonnateur de programme PDRP

**FOSSI Emmanuel**

# PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET COOPERATION ACP/UE

## **INTRODUCTION :**

Face au désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs socio-économiques et les lois sur les libertés d'association promulguées dès les années 90, on a assisté à une multiplication d'associations avec comme objectif de base commun la lutte contre la paupérisation sans cesse galopante.

De plus, les institutions internationales exigent que la société civile soit impliquée à tous les niveaux, de la conception, l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté. C'est cette voix au chapitre qui justifie la participation de celle-ci dans les négociations telles que les Accords de Cotonou et les Accords de Partenariat entre les pays ACP et l'UE pour ne citer que ceux là.

Seulement, son implication effective dans les négociations et la gestion de la chose publique passe par des préalables tels que :

- avoir les capacités et compétences requises,
- être au fait de l'information,
- faire des lobbying et plaidoyer pour que ses positions soient prises en compte

C'est fort de ce constat que ADEID, du fait de toute l'expérience qu'elle a accumulé depuis sa création en 1990, a au courant de l'année 2005 dans le cadre de son programme de renforcement des capacités de la société civile et coopération ACP/UE, mené une série d'activités qui sera présentée tout au long de ce rapport.

## **PRESENTATION DU PROGRAMME :**

Le programme de Renforcement des Capacités de la Société civile est l'un des programmes les plus cruciaux de ADEID. Ceci du fait que non seulement il est plus proche de tous les acteurs de la société civile, mais aussi, il est rapproché de l'Etat et des institutions internationales pour partager et défendre les aspirations de la base.

L'année 2005 a été particulièrement marquée par le projet PRO-OSC et la participation aux rencontres d'échanges sur les accords de Cotonou, les Accords de partenariat ACP/UE et l'organisation du premier forum de la société civile de l'Ouest.

Pour mieux expliciter toutes activités menées en 2005, nous proposons ce tableau réparti :

- Activités prévues
- Activités réalisés
- Résultats atteints

<b>Activités prévues</b>	<b>Activités réalisées</b>	<b>Résultats atteints</b>
- <b><u>projet PRO-OSC</u></b> 1- réalisation et production de 48 émissions radio « écho de la société civile »	- émissions radio réalisées et produites de Janvier à Mai	- 22 émissions réalisées -13 OSC ont été reçues dans cette émission
2- Dispatching des journaux pro-osc info	- les numéros de janvier à Mai furent distribués dans tous les départements	- demande croissante des journaux - contacts noués avec plusieurs OSC dans les Départements
3- entretien de la bibliothèque	- sensibilisation de la	- environ 3 lecteurs par semaine

	population de l'existence de la bibliothèque via les tracts, l'émission et les lettres d'information	
4- organisation de la journée des OSC dans tous les départements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 03 structures se sont portées volontaires pour servir de relais du programme PRO-OSC dans les Départements</li> <li>- préparation des interventions</li> <li>- 3 journées des OSC ont été organisées à Dschang, Bagangté et Foumban</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bonne dissémination de l'information par les structures relais au niveau de la base</li> <li>- une cinquantaine de participants dans le Noun, une quinzaine dans le Ndé et dans la Ménoua</li> <li>- plan d'action des OSC des Département sus cités annuel élaboré en fonction des ODM</li> </ul>
5- organisation d'un atelier provincial sur le suivi participatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>- choix de la salle</li> <li>- préparation et dispatching des invitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participation d'une vingtaine d'OSC et la présence aussi des bailleurs de fonds ayant un siège à l'Ouest (GTZ, PACDDU, SNV)</li> <li>- élaboration en cours d'un plan de suivi de deux projets, un dans le Noun et l'autre dans le Ndé</li> </ul>
6- journée Nationale de la société civile	- Participation à la journée de la société civile à Yaoundé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents programmes de ADEID ont été présentés aux participants</li> <li>- prise de contact avec plusieurs partenaires</li> </ul>
<p><b>- FOSCAM Ouest</b></p> <p>7- organisation du 1<sup>er</sup> forum social (FS) des ANE de l'ouest</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place d'un comité d'organisation</li> <li>- production d'une plaquette d'information sur le FS</li> <li>- recueil des suggestions lors des journées des OSC</li> <li>- recherche des bailleurs de fonds</li> <li>- choix de la salle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participation de plus de 250 structures (ONG, associations jeunes, associations paysannes, confessions religieuses, universités, syndicats, GIC, GIE)</li> <li>- très bonne participation et intervention des Bailleurs de fonds (PRO-OSC, PACDDU ; GTZ, SNV)</li> <li>- mise en place d'une nouvelle équipe qui devrait organiser le prochain forum</li> </ul>
8- Mise en place d'un nouveau bureau FOSCAM Ouest	- organisation des élections	- le bureau fut installé à l'issue de la clôture du forum social
9- organisation du forum des jeunes de Bafoussam	- Appui de la MAJECIB à l'organisation de ce Forum	<ul style="list-style-type: none"> <li>- capitalisation des recommandation et résolutions prises par les jeunes de la ville de Bafoussam</li> <li>- Organisation de l'AG et élection d'un nouveau bureau de la MAJECIB</li> </ul>
<p><b>- PCPA</b></p> <p>10- Mise en place du Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA) à l'Ouest</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participation à l'atelier de mise en place du PCPA à Bamenda</li> <li>- participation aux rencontres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- appropriation du programme</li> <li>Apport de la province de l'Ouest dans le succès du PCPA</li> </ul>

	provinciaux du PCPA Ouest au CIPCRE point focal	
<b>11- 1<sup>er</sup></b> forum du PCPA	- participation à ce forum à Mbalmayo	Elargissement du bureau et état des lieux du programme
<b>12-</b> atelier National sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM)	- cet atelier s'est tenu au Mont-Fébé à Yaoundé	- la société civile dit non aux OGM tant que leur innocuité n'aura pas été démontrée
- <b>Partenariat</b> <b>13-</b> mise sur pied d'un réseau d'échange entre les jeunes de BAMENDJOU et ceux de Midi-pyrénées de Toulouse avec la Mairie de BAMENDJOU	- réunion avec les autorités des établissement et les cadres de la Mairie - sélection des élèves de lycées et collèges	- 100 élèves ont été retenus et répartis en groupe de 20 - leurs offres et demandes ont été recensés pour organiser l'échange déjà entre eux
<b>14-</b> élaboration proposition d'un projet de fleur et d'assainissement de la ville de Dschang à la CUD	- le projet a été proposé au Maire de la CUD	- satisfait, le Maire a promis le proposer au conseil municipal. Les clauses de ce dernier sont toujours attendues
<b>Accords de Cotonou, APE, OMC et ODM</b> <b>15-</b> Négociations ACP-UE	- participation aux négociations ACP/UE entre la CEMAC/CEEAC et la commission Européenne à Yaoundé et Douala  - participation à l'atelier de sensibilisation de la société civile sur les APE organisée par le MINIFI/UE à Yaoundé  - participation aux « jeudis de Cotonou » organisés tous les derniers jeudis de chaque mois à Yaoundé par les OSC sur les accords de Cotonou et les APE entre ACP/UE	- document présentant la position de la SC de la sous région face aux APE ACP/UE  - prise en compte des propositions de la SC dans les négociations sur les APE  - dissémination des informations aux OSC sur les accords de Cotonou et les APE - propositions concrètes au gouvernement des positions à prendre lors des négociations avec l'UE
<b>16-</b> Réunion préparatoire OMC à Yaoundé	- participation à cette rencontre préparatoire de la position de la CEMAC à HongKong	- les aspirations de la SC ont été prises en compte dans l'élaboration des positions conjointes des pays de la CEMAC pour HongKong
<b>17-</b> atelier sur le suivi participatif des projets PPTE organisé par l'UE	- cet atelier s'est tenu à Oumbé dans le Sud Ouest	- élaboration des activités menées par la société civile qui s'inscrit au DSRP
<b>18-</b> évaluation des OMD	- participation à l'évaluation des OMD au siège de la Banque Mondiale à Yaoundé	- élaboration d'une proposition de projet sur les réalisations de la société civile quant aux OMD - participation à la vidéo conférence en direct avec New York et le reste du monde.
<b>Etudes menées</b> <b>19-</b> étude sur l'impact des APE, propositions sur les accords de	- étude réalisée et déposée chez l'ordonnateur national du FED, le Ministre des finances	- étude disponible sur le site de l'Union Européenne

Cotonou et RMP		
<b><u>Participation aux séminaires de formation</u></b>		
<b>20-</b> prise en charge des PVVS	Participation à cet atelier organisé par CARE à Bafoussam	- 02 membres formés
<b>21-</b> Renforcement des capacités d'auto assistance entrepreneuriale des groupements, associations et réseaux d'entrepreneur à Bafoussam	Participation à cet atelier organisé par le Ministère des PME et l'ONUDI	-01 membre formé
<b><u>Projets Montés</u></b>		
<b>22-</b> projet d'information et de sensibilisation de la SC sur les accords de Cotonou	Projet monté et déposé à l'ordonnateur National du FED le Ministre des Finances	- en attente
<b>23-</b> projet d'encadrement des PVVS dans les ménages	Projet élaboré et déposé à CARE Douala	Sans suite favorable
<b>24-</b> projet de promotion des politiques communales selon le genre, le VIH/SIDA et des stratégies des OSC de lutte contre les discriminations envers les femmes et les PVVS	Projet élaboré et déposé à CARE Douala	Sans suite favorable

#### **Difficultés rencontrées :**

Les activités 2005 reposaient principalement sur le projet PRO-OSC, et la rupture de ce projet en Juin 2005 a compromis les résultats escomptés et sevré les auditeurs et les OSC de la ville de Bafoussam de la seule émission radiophonique qui leur permettait d'être au fait de l'information sur les appels à projet, les appels à manifestation et l'actualité sur tout ce qui est fait dans le sens de la lutte contre la pauvreté. C'était aussi un espace qui permettait aux OSC de se faire connaître par le grand public. C'est aussi le lieu de signaler que les moyens limités n'ont pas toujours permis de parfaire les actions sur le terrain.

#### **Plan d'action 2006 :**

Le programme s'appuiera sur plan d'action triennale d'ADEID pour élaborer son plan d'action annuel qui connaîtra un réel succès que si les moyens matériels et physiques sont à la hauteur des activités à mener.

Le responsable du Programme

Prince TAMBA

# PROGRAMME EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES (PEER)

## I- INTRODUCTION

Le présent rapport annuel retrace l'ensemble des activités menées par le programme eau et énergies renouvelables au cours de l'année 2005. Certains points ont marqué notre attention et convient d'être signalés. Ce sont :

### Points forts - Nos succès:

- L'élaboration des requêtes de financement par rapport plusieurs bayeurs de fonds
- L'accompagnement des villageois dans la mise au point de leur micro projet
- Le renforcement de l'équipe du programme eau et énergies renouvelables

### Points faibles - Nos défis :

- Le manque de projets démonstratifs dans la région
- L'insuffisance de la tenue des réunions de coordination des activités de tous les programmes ADEID.

En plus de ces points marquants que nous venons de mentionner, notre rapport annuel sera articulé autour des points suivants :

- Présentation du programme eau et énergies renouvelables
- Ses objectifs
- Ses activités et bons résultats obtenus en 2005
- Les difficultés rencontrées et solutions envisagées
- Conclusion générale
- Programmation des activités pour 2006

## II- PRESENTATION DU PROGRAMME EAU ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le Cameroun traverse depuis quelques années une crise énergétique persistante qui se traduit par des délestages intempestifs. La population rurale bien que peu concernée voit ses perspectives en terme d'électrification s'amenuiser, elle qui n'est électriifiée qu'à moins de 10%. La gestion décentralisée d'une production énergétique intégrée peut apporter une impulsion nouvelle au développement d'un petit tissu industriel et d'un cadre de vie meilleur.

Le programme eau et énergies renouvelables conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain à travers l'utilisation de plusieurs formes d'énergies telles que :

- Pico hydro (micro central électrique)
- Biomasse (Gazogène)
- Energie solaire, photovoltaïque et thermique
- Biogaz familial

Le programme eau et énergies renouvelables travaille dans les zones montagneuses d'Afrique, en particulier dans les provinces : Sud-Ouest, Nord-Ouest, Littoral, Central et Ouest du Cameroun.

### **III- OBJECTIFS DU PROGRAMME**

- Assurer l'accès aux formes d'énergies moderne dans les zones rurales à partir des sources d'énergies renouvelables adaptées au contexte socio-économique de chaque zone afin de lutter contre les effets de la pauvreté.
- Assurer un développement local durable.
- Former la population rurale dans la gestion des ressources naturelles et l'utilisation de toutes les formes d'énergies renouvelables.
- L'accompagnement des villageois dans la mise au point de leur micro projet.

#### ***SITUATION PERSONNEL***

Le programme eau et énergies renouvelables travaille avec deux experts dans le bureau d'ADEID et avec un réseau des experts et technicien extérieur.

#### ***ACTIVITES DU DEPARTEMENT***

Le programme eau et énergies renouvelables est lié au le programme d'appui aux communautés et à la gestion des ressources naturelles qui constitue l'un des programmes parmi les trois 03 que compte l'ADEID.

Les autres départements dans ce programme sont: Agriculture Durable, Environnement et Biodiversité, décentralisation, appui aux communes et communautés, coopération et appui à la société civile.

Le programme eau et énergies renouvelables regroupe en son sein cinq volets 05 qui sont :

1. Volet accès a l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et traitement des eaux usées (Voir le rapport du Secrétaire Exécutif et les activités de A.M.E : Alliance pour la Maîtrise de l'Eau)
2. Volet accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets dans le domaine de l'énergie renouvelable
3. Volet construction d'installations micro centrales hydro électriques
4. Volet lobbysme pour l'accès aux toutes formes des énergies renouvelable
5. Volet formation:
  - du villageois
  - du technicien au village pour l'entretien
  - du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton

#### **volet 1: Accès au l'eau potable et traitement des eaux usées**

L'accès à l'eau potable est devenu un snobisme et les épidémies répétées de choléra dans les villes de Douala, de Bafoussam , de Yaoundé et de Maroua en disent long ; plus de 8 000 cas signalés en 2004 au Cameroun, selon un communiqué du Conseil des Ministres de Juillet 2005. Il est donc impératif de réagir et l'ADEID y apporte une contribution tant en terme de renforcement des capacités des élus municipaux et des leaders communautaires qu'en terme pratique tel : les puits, les forages, les eaux de pluie, les filtres à moindre coûts, les latrines étanches pour la protection de la nappe phréatique etc.

#### ***Objectif global***

- Assurer l'alimentation avec l'eau potable et le traitement des eaux usées

#### ***Objectifs spécifiques***

- Initier les projets concrets pour l'accès à l'eau potable au milieu rural
- Développer une agriculture durable
- Sensibiliser les populations sur une manière durable de l'exploitation des ressources naturelles.
- Préserver les forêts existantes

## **volet 2: Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets**

### ***Objectif global***

- Rendre les villageois capable de s'organiser et de s'auto développer

### ***Objectifs spécifiques***

- Offrir le service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Connecter les villageois avec les autre ONG et les bailleurs de fonds
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois
- Accompagner les femmes et les producteurs dans la mise en valeur de l'électrification pour leur propre développement.

## **volet 3 : Construction d'installation micro centrales hydro électriques**

### ***Objectif global***

- Électrifier les communautés rurales par micro centrale hydroélectrique

### ***Objectifs spécifiques***

- Offrir le service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Electrifier des sales de réunion, les écoles, centre de santé etc
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois

## **volet 4: lobbyisme pour l'access à toutes formes des énergies renouvelables**

### ***Objectif global***

- Promouvoir l'électrification, la décentralisation de la production des énergies renouvelables

### ***Objectifs spécifiques***

- Libéralisation du marché d'électricité
- Augmentation du taux d'électrification au Cameroun, en particulier en milieu rural
- Prix d'électricité juste et adaptée
- Promotion des énergies renouvelables
- Utilisation des installations de ADEID comme installation de référence pour le tour visite guidée

## **volet 5: Formation**

### ***Objectif global***

- Qualifier notre groupe cible de gérer et de maintenir leur besoin d'énergies renouvelables indépendants.

### ***Objectifs spécifiques***

- Formation du villageois
- Formation du technicien au village pour l'entretien
- Formation du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton
- Faire la publicité pour ce service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois.

## IV- ACTIVITES ET LES RESULTATS OBTENUS EN 2005

Les activités ainsi que les résultats obtenus en 2005 sont consignées dans le tableau ci- après, suivant les cinq volets du programme

VOLETS	ACTIVITES		RESULTATS OBTENUS
	PREVUES	REALISEES	
<b>1 - Accès à l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et traitement des eaux usées</b>		(voir le rapport du Secrétaire Exécutif)	
<b>2- Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets</b>	- Etablir ADEID comme point focal pour les groupes et villages actifs pour leur électrification avec les énergies renouvelables dans la région montagneuse d'Afrique	- Etre contacté régulièrement par les groupes, maires et chefs traditionnels de villages actifs pour l'électrification avec les énergies renouvelables - Appui des organisations rurales	- Création d'une banque de données de sites pour micro centrale hydroélectrique - Aide avec la création d'une demande pour le financement dans plusieurs cases
<b>3- Construction d'installations adaptées à l'énergie renouvelable</b>	- Construction des centrales micro hydroélectriques	- Construction des installations près de Fouban, à Baham, Province de l'Ouest, Cameroun et à Ambositra, Madagascar	- Installation de la capacité de produire 15 kW électricité renouvelable
<b>4- Lobbysme pour l'accès aux toutes formes des énergies renouvelables</b>	- Etablir ADEID comme partenaire des organismes d'électrification en milieu rural, au niveau nationaux et international	- Présentation de la situation au Cameroun au Forum Social - Réunion avec PNDP et AER à Yaoundé	- Création d'un réseau des experts internationaux - Préparation d'un séminaire international en Oct. 2006
<b>5- Formation</b>	- Elargir le réseau des techniciens d'énergie renouvelable - Formation pour la maintenance en milieu rural pour l'installation déjà existante	- Formation de 15 techniciens au Madagascar en Dec. 2005 - Préparation d'une formation pour l'installation biogaz	- Création d'un groupe de techniciens pour l'installation micro hydroélectrique au Madagascar

## V- DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENVISAGEES

Au cours de l'année 2005, le programme a connu des difficultés et des solutions ont été envisagées. Le tableau ci – après présente cette situation.

DIFFICULTES RENCONTREES	SOLUTIONS ENVISAGEES
- Insuffisance du personnel d'appui	- recruter NJINKENG Coney comme assistant dans le programme
- Manque de financement	- Rechercher avec couronné de succès les financements à travers les contacts extérieurs et élaborer des projets à soumettre aux bailleurs de fonds - Mettre en place des micros projets
- Manque de matériel didactique	- Equiper le programme en matériel didactique

## **VI- CONCLUSION GENERALE**

Après ce tour d'horizon sur l'ensemble des activités menées en 2005 par le programme de eau et énergies renouvelables, nous pouvons dire sans peur que le bilan a été satisfaisant. Les années 2005 sont les années pour établir une banque de données pour les villages qui demandent, établir des contacts avec notre partenaire et les bailleurs de fonds, bien établir aussi des contacts avec de nouveaux partenaires et bailleurs de fonds.

L'électrification rurale avec l'énergie renouvelable reste un défi pour le développement dans le milieu rural, dans la lutte contre la pauvreté et contre le changement climatique. Pour atteindre le Millénum Développement Goals (MDG), ADEID contribue à ces efforts grâce au programme eau et énergies renouvelables.

## **VII- PROGRAMMATION DES ACTIVITES POUR 2006**

Au cours de l'année 2006, pour le programme l'eau et l'énergie renouvelable au cours de deux ans de travail intensif. Plusieurs installations sont planifiés et un séminaire international eaux est prévu pour Octobre 2006.

Le processus participatif avec les villageois est toujours le pont focal de notre activité. De plus en plus le groupe de femmes doit être intégré pour prendre leur part dans le processus de prise décision et de planification d'électrification.

En particulier, on a programmé pour les années 2006 :

- Construction participative de trois centrales micro hydraulique à Tongou - Baleng, Malien - Fouban et Bellah - Fontem dans le cadre du projet soutenu par le service de développement des églises protestantes d'Allemagne (EED);
- Construction participative d'une centrale micro hydraulique à Baleng Nefolem - Langoueng dans le cadre du projet soutenu par l'Ambassade d'Allemagne à Yaoundé;
- Organisation d'un séminaire de l'Énergie Renouvelable sur les expériences avec la micro centrale hydroélectrique et leur financement innovateur ;
- Rechercher des financements à travers l'élaboration des projets selon notre banque de données dans les villages qui demandent avec les environnements favorables pour les petites centrales hydroélectriques;
- Rechercher les possibilités pour le financement par rapport au mécanisme du Kioto. Cet accord international contre le changement du climat. Prévoir les projets au sud payés par le commerce avec la prévention des émissions du gaz carbonique ;
- Accompagner les groupes à la base ou des communautés dans la mise en œuvre de leur projet d'énergies renouvelables et agrandir notre banque de données.

Le Responsable du Programme eau  
et énergies Renouvelables

ROSTOCK Stefan